



---

## NOTICE D'INFORMATION SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

---

*Dans cette notice, « Caisse de Crédit Municipal d'Avignon », « CCMA », « nous », « notre » désignent la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon, établissement public communal de crédit et d'aide sociale –régie par les articles L.514-1 et suivants du code monétaire et financier - Siège social : 2 rue Viala 84000 AVIGNON –SIREN 268 401 106 – immatriculée à l'ORIAS n° 07 030 366*

Dans le cadre de ses activités, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est amenée à traiter des données à caractère personnel (Données Personnelles).

Cette notice d'information a pour objet de vous informer de manière claire et transparente sur :

- Les types de données personnelles que nous collectons et traitons ;
- Les objectifs poursuivis par le traitement et les durées de conservation des données associées à chaque traitement ;
- Les bases légales sur lesquelles reposent les traitements réalisés ;
- Les destinataires et catégories de destinataires ;
- Vos droits concernant vos données personnelles et les modalités d'exercice de ces droits ;
- La sécurité de vos données personnelles.

### Une donnée à caractère personnel :

Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement.

### Les textes de référence :

La mise en œuvre de traitements automatisés de données personnelles est régie notamment par le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ci-après désigné « RGPD » et par la loi n° 78-17 du janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée (dite « Loi Informatique et Libertés »)

### Les fondements justifiant la collecte de vos données personnelles :

Dans le respect de vos droits et conformément à la réglementation relative à la protection des données, nous collectons vos données personnelles et mettons en œuvre leur traitement en nous appuyant sur une base juridique précise:

- Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat auquel vous êtes partie prenante ou pour prendre des mesures précontractuelles à votre demande.
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle nous sommes soumis<sup>1</sup>.
- Vous avez donné votre consentement lorsque celui-ci est requis pour une ou plusieurs finalités spécifiques.
- Quand cela est justifié par nos intérêts légitimes<sup>2</sup>.

## 1. LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT ET LES COORDONNÉES DU DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

### Le responsable de traitement :

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est en charge de la collecte et du traitement des données à caractère personnel liées à la relation d'affaire. Nous intervenons à ce titre en qualité de RESPONSABLE DE TRAITEMENT.

Vous pouvez être amenés à souscrire par notre intermédiaire des produits ou services que nous commercialisons mais qui émanent d'une autre société. Dans ce cas, vous établissez une relation contractuelle directe avec le partenaire concerné. Selon le produit ou service souscrit, nous intervenons soit en qualité de distributeur (le contrat sera établi et souscrit par notre intermédiaire en notre qualité de représentant du partenaire), soit en qualité d'indicateur ou d'apporteur (vous souscrivez le contrat directement avec le partenaire avec lequel nous vous aurons mis en contact). Dans ces situations, vos données à caractère personnel seront collectées et traitées par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon en tant que distributeur ou indicateur et par le partenaire, chacun pour ce qui le concerne et chacun pour les finalités spécifiques liées aux produits et services souscrits.

Les informations applicables à la protection des données à caractère personnel relatives à un produit souscrit auprès d'un partenaire vous sont habituellement communiquées par ce dernier, en qualité de RESPONSABLE DE TRAITEMENT pour la collecte et le traitement qu'il met en œuvre pour son propre compte.

---

<sup>1</sup> Il s'agit notamment de l'ensemble des traitements liés à la lutte contre le blanchiment, et le financement du terrorisme, la lutte contre la fraude, le conseil en matière des services bancaires, les déclarations réglementaires, etc...

<sup>2</sup> Ce type de traitement peut viser le développement de l'activité de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon (prospection commerciale), l'optimisation de ses relations avec les clients et prospects et de son efficacité commerciale, le recouvrement de ses créances, les demandes en justice pour la protection de ses intérêts, la prévention des risques, etc...

### Le Délégué à la Protection des données :

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon a désigné un Délégué à la Protection des Données (DPO). Il veille au respect des réglementations sur la protection des données personnelles au sein de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon.

### **Vous pouvez joindre notre DPO**

Par e-mail : [donneespersonnelles@credit-municipal-avignon.fr](mailto:donneespersonnelles@credit-municipal-avignon.fr)

Par voie postale : Délégué à la protection des données - Caisse de Crédit Municipal d'Avignon - 2 rue Viala BP 80212 84009 Avignon cedex 1

## 2. TYPES DE DONNEES PERSONNELLES QUE NOUS COLLECTONS ET FINALITES

Au cours de notre relation, nous allons recueillir et traiter des données à caractère personnel vous concernant. Ces données peuvent varier en fonction de la nature du produit ou du service souscrit.

### Les catégories de données recueillies :

#### Données déclaratives :

Données recueillies directement auprès de vous ou de partenaires avec lesquels nous avons un lien contractuel.

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez sont relatives à :

- Votre identité (données d'état civil et données d'identification : nom, prénom(s), genre, date de naissance, copie de pièces d'identité, exemple de signature, etc.) ;
- Votre situation personnelle (situation familiale, régime matrimonial, nombre d'enfant, etc.) ;
- Votre situation professionnelle (poste occupé, nom de l'employeur, lieu de travail, etc.) ;
- Votre situation économique, fiscale et financière.

Certaines données peuvent également être collectées lorsque vous demandez des renseignements ou sollicitez un contact.

Sont également fournies vos données de contact (adresse postale, courriel, numéro de téléphone fixe et portable). Ces données sont notamment nécessaires à l'envoi d'informations dans le cadre de la fourniture du service, à la notification relative à la gestion de vos contrats et pour la réalisation d'opérations bancaires ou de prêts sur gages.

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est amenée également à collecter et traiter des données issues des correspondances et communications entre vous et nous, en agence ou à distance.

#### Données liées au fonctionnement des produits et services :

Lorsque vous utilisez nos services et produits ou réalisez des opérations et des transactions bancaires, des données à caractère personnel sont traitées dans nos systèmes d'information.

#### Données provenant d'informations publiques :

Informations ou données personnelles produites ou reçues par une autorité administrative dans le cadre de sa mission de service public, publiées par une autorité administrative ou communicables à toute personne qui en fait la demande.

Nous pouvons utiliser ces données et informations lorsque cela est autorisé par les textes législatifs ou réglementaires et dans le respect des règles spécifiques de communication précisées par ces textes.

#### Les données à caractère personnel générées par l'établissement

A partir des données personnelles déclaratives ou de fonctionnement, nous pouvons générer ou calculer de nouvelles données à caractère personnel. Il peut s'agir par exemple de l'évaluation d'un risque crédit suite à une demande d'emprunt de votre part.

C'est également le cas dans le cadre de nos obligations légales ou réglementaires relatives à la gestion du risque, à la prévention, la détection et la gestion de la fraude, à la détection des situations de fragilités ou toute autre évaluation.

#### Les données à caractère personnel dites sensibles :

Les données sensibles sont celles relatives à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques ou à l'appartenance syndicale. Sont ajoutées les données génétiques et les données biométriques si elles servent à identifier une personne physique de manière unique, les données concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle. Ces données revêtent un caractère particulier.

Principe : ces catégories de données à caractère personnel ne sont pas collectées ou traitées par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon.

Exception : dans des situations spécifiques, des données concernant la santé peuvent être collectées et traitées. Elles sont nécessaires :

- Lors de la souscription d'un contrat d'assurance tel qu'une assurance emprunteur (éléments relatifs à la santé permettant à l'assureur d'accorder ses garanties ou de fixer d'éventuelles exclusion). Les procédures mises en œuvre assurent le respect de la réglementation applicable (principe de cloisonnement : sauf accord de votre part, seul l'assureur reçoit communication de ces données et procède à leur traitement selon les règles qui lui sont propres, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon n'ayant connaissance que de la décision de refus ou d'acceptation).

#### Les données à caractère personnel provenant de tiers ou d'autres services :

Les données à caractère personnel peuvent également provenir :

- Des partenaires de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles.
- Des tiers fournisseurs, sous-traitants (réseaux carte bancaire CB, VISA...).
- Du Répertoire National d'Identification des Personnes Physique.

Elles peuvent provenir des fichiers que la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon doit consulter dans le cadre de dispositions réglementaires déterminées. A ce titre, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est dans l'obligation de consulter pour fournir certains services le Fichier National des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) ou le Fichier Central des Chèques (FCC) tenus par la Banque de France.

### 3. FINALITES DES TRAITEMENTS

Lors de l'entrée en relation et de la souscription de tout nouveau produit ou service (compte, prêt, épargne, assurance...) et pendant la relation d'affaire:

Ces données sont notamment nécessaires

- Pour nous permettre de répondre à nos obligations légales et réglementaires notamment en matière d'identification des clients, de connaissance client, de vérification de solvabilité, d'obligations fiscales, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de mise à jour de la connaissance client.
- Pour nous permettre de vous identifier au sein de notre système informatique.
- Pour nous permettre de remplir notre devoir de conseil et vous proposer des offres de produits ou de services adaptées à vos besoins.
- A la souscription du produit ou service concerné et à son fonctionnement ;
- Pour assurer, le cas échéant, la mobilité bancaire.
- A la détection et à l'accompagnement des clients en situation de fragilité financière.
- A l'étude, l'octroi et à la gestion de vos crédits, à la sélection des risques (prévention et gestion des impayés et du surendettement, gestion des contrats assurance emprunteur, recouvrement et gestion du contentieux, obtention de garantie ou de caution).
- A l'exécution de mesures précontractuelles (ex. : délivrance d'un conseil, délivrance d'une proposition, simulation, analyse de la solvabilité avant octroi d'un crédit...).
- A la gestion des réclamations client.
- A la gestion des successions.
- A l'exécution du contrat relatif aux produits et services que vous avez souscrits (ex. : ouverture et tenue de vos comptes bancaires...).
- A la réalisation des différentes missions de contrôle exercées sur les activités de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon.

Lors de l'utilisation des produits et services de l'établissement :

Ce traitement est notamment nécessaire :

- A la gestion de votre compte bancaire et des autres produits souscrits.
- Au traitement et à la réalisation de l'ensemble des opérations relatives à votre compte ou aux produits souscrits.
- A la réalisation d'une opération de paiement (analyse des informations de l'instrument de paiement, solde du compte, plafond d'utilisation, gestion des flux traitement...).
- A la mise à disposition des moyens de paiement et la gestion de leur fonctionnement (fabrication des instruments de paiement, sécurité des opérations de paiement, opposition, gestion des pertes et vols, gestion des incidents de chèque...).
- A la gestion de votre contrat de prêt personnel ou de prêt sur gages.

Pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires :

Nous pouvons être amenés à demander des informations précises concernant certaines opérations si la législation ou la réglementation nous l'impose.

- Echange automatique d'information en matière fiscale :

Nous sommes tenus de procéder à une identification, à des fins fiscales, de la résidence du titulaire du compte et procéder à une déclaration annuelle relatives aux comptes déclarables des personnes non-résidentes fiscales en France (y compris les personnes américaines en vertu des dispositions de la loi FATCA). Les informations collectées sont adressées à l'administration fiscale française qui les transmet aux autorités compétentes des Etats et Territoires participant à l'échange automatique d'information en matière fiscale.

- Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, nous sommes soumis à une obligation d'identification de nos clients et, le cas échéant, des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation constante de vigilance à l'égard de notre clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaire. Des mesures de vigilance particulières doivent être appliquées à l'égard des personnes politiquement exposées définies par le Code Monétaire et financier.

L'efficacité de cette vigilance repose notamment sur l'actualisation des informations vous concernant. Nous sommes en droit de vous demander de mettre à jour les données et les documents vous concernant.

- Réglementation relative aux comptes inactifs (loi Eckert)
- Mise en œuvre de la procédure de droit au compte

Pour mieux vous connaître et communiquer avec vous sur la base de notre intérêt légitime ou de votre consentement

Ce traitement est notamment nécessaire :

- A la proposition de nos offres : prospection commerciale, newsletters
- A la conduite d'études statistiques pour nous permettre de proposer des produits et services adaptés à vos besoins
- A la réalisation d'études de satisfaction

## Traitements spécifiques :

- Transfert de fonds internationaux (dans les pays de l'Union et hors pays de l'Union) :

Les données personnelles transmises à l'occasion de diverses opérations de paiement et notamment de transfert de fonds peuvent faire l'objet d'une communication dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne (Règlement 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds). Ce transfert est strictement encadré.

Pour plus d'information, la Fédération Bancaire Française met en ligne une notice d'information pour vous permettre de prendre connaissance des règles de protection et de sécurité. Cette notice est disponible sur le site [www.fbf.fr](http://www.fbf.fr).

- Les dispositifs de télésurveillance ou vidéo-surveillance :

Ces traitements sont mis en œuvre dans les locaux de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon pour la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre les incivilités, la protection des collaborateurs.

Lorsque de tels dispositifs sont mis en œuvre, une information spécifique est affichée sur place.

Vous êtes informés que ces images font l'objet d'un enregistrement et d'une conservation et qu'elles peuvent mener à l'identification des personnes filmées soit par les systèmes mis en œuvre soit par les agents ayant accès aux images.

## 4. LES DESTINATAIRES OU CATEGORIES DE DESTINATAIRES DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le secret professionnel : les informations recueillies sont protégées par le secret professionnel auquel est tenue notre établissement. Le partage de vos données ne peut se faire que dans des conditions déterminées ou avec votre consentement.

Ce même principe de secret et de confidentialité s'applique à l'ensemble de nos collaborateurs.

Nous sommes susceptibles de communiquer vos données personnelles à nos sous-traitants, assureurs, prestataires de services auxquels est confiée la réalisation de prestations entrant dans le cadre des finalités définies ci-dessous. Ces derniers sont tenus par contrat de respecter la confidentialité et la sécurité des données auxquelles ils ont accès et de les utiliser exclusivement dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Nous pouvons partager vos données dans les cas suivants :

- Avec les entreprises qui assurent ou garantissent vos crédits (entreprises d'assurances, société de caution)
- Avec la Banque de France, les schémas de carte de paiement dont les marques figurent sur votre carte bancaire (CB, VISA)
- Avec nos intermédiaires en opérations de banque
- Avec les commerçants ou prestataires de services accepteurs de carte bancaire pour les finalités liées aux cartes bancaires et instruments de paiement
- Avec nos prestataires de service intervenant pour notre compte dans le cadre d'un recouvrement de créance (huissiers de justice...)
- Avec des tiers en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (fabrication de chèques, gestion des cartes bancaires...)
- Avec nos partenaires dans le cadre exclusif d'un d'accord de partenariat auquel vous auriez adhéré préalablement (Microcrédit...).
- Lorsque ce partage est nécessaire pour vous fournir les produits et services souscrits
- Lorsque vous consentez à ce partage

Des données à caractère personnel sont communiquées à des tiers pour permettre la tenue de fichiers réglementaires : Fichier National des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) tenu par la Banque de France, Fichier Central des Chèques, fichier central des retraits des cartes bancaires, FICOBA.

Le secret professionnel peut être levé par la loi et notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier central des Chèques, Fichier National des Incidents de Remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L.114-19 à L.114-21 du Code de la Sécurité Sociale), de l'Autorité de contrôle prudentiel et de Résolution, des commissions d'enquête parlementaires.

Le secret est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code Général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

## 5. LES CONSEQUENCES D'UN REFUS DE COMMUNICATION

Le refus de communication ou la non-communication de certaines données à caractère personnel collectées notamment à des fins réglementaires ou contractuelles ou conditionnant la conclusion du contrat peut conduire la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon à refuser une demande et/ou résilier un contrat ou encore à mettre un terme à l'ensemble de la relation. Le cas échéant, la personne est informée du caractère obligatoire de la collecte des Données Personnelles concernées.

## 6. LE PROFILAGE

Le profilage consiste à utiliser des données à caractère personnel pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant sa situation économique, ses intérêts, son comportement.

Dans le cadre de notre relation, nous pouvons être amenés à mettre en œuvre des profilages ayant des conséquences juridiques à votre égard et aboutissant à une décision :

- Utilisation d'un traitement d'évaluation des risques en vue de l'octroi d'un crédit (scoring)

Les résultats ne constituent qu'un support d'aide à la décision. Ces traitements ne constituent pas des prises de décisions automatisées. La décision définitive n'est prise qu'à l'issue d'une intervention humaine.

## 7. COOKIES

Vous êtes informé que lors de vos visites sur l'un de nos sites, des cookies peuvent être installés sur votre équipement terminal. Vous pouvez consulter sur le site concerné la politique cookies mise en œuvre.

## 8. LA DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

Les données vous concernant seront conservées durant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées telles que décrites ci-avant et en tenant compte des éventuelles obligations légales ou réglementaires. La durée de conservation est donc variable et dépend de la nature des données et des finalités poursuivies.

Lorsqu'une donnée à caractère personnel est collectée pour plusieurs finalités, elle est conservée jusqu'à épuisement du délai de conservation ou d'archivage le plus long. A l'issue des délais de conservation, vos données seront supprimées.

Les principaux délais applicables à la relation bancaire

Finalités du traitement	Durées de conservation des données personnelles
Documents comptables et pièces justificatives	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable
Gestion de la relation bancaire et/ou assurantielle, souscription et gestion du(des) compte(s) et/ou des produits et services souscrits.	Jusqu'à 10 ans à compter de la cessation de la relation commerciale ou à compter de la fin d'une éventuelle procédure de recouvrement.
Mise en place d'un crédit (analyse préalable, décision d'octroi), gestion, mise en place des assurances associées.	Jusqu'à 10 ans à compter du remboursement du crédit. Pour demandes de prêts personnels (sans souscription effective) : 6 mois en l'absence de conclusion du contrat (à compter de notre décision de refus ou de l'abandon de votre démarche).
Lutte contre la fraude.	5 ans à compter de la clôture du dossier fraude.
Respect des obligations légales et réglementaires : notamment gestion du risque, protection clientèle, contrôle interne, obligations en matière de sécurité financière (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme).	Durée de cinq ans à dix ans à compter du fait générateur prévu par la réglementation.
Gestion des comptes en déshérence et données liées à la recherche des personnes concernées.	Vos données pourront être conservées pendant une durée de 30 ans en fonction des cas prévus par la réglementation en vigueur.
Prospection commerciale, proposition d'offres commerciales.	Les données pourront être conservées pour une durée maximale de trois ans à compter de la prise en compte de la fin de la relation commerciale ou pour les prospects, à compter du dernier contact.

A noter : les données personnelles collectées et traitées pourront être conservées pour une durée supplémentaire si la défense d'un droit ou d'un intérêt l'exige, ou encore pour répondre aux exigences des autorités habilitées.

## 9. LA PROTECTION DE VOS DONNEES ET VOS DROITS

### Notre dispositif de sécurité

La conservation, l'exploitation ou la transmission de vos données personnelles s'effectue dans le cadre de règles et procédures strictes.

Comment protégeons-nous vos données ?

- La prise de mesures nécessaires afin de préserver et empêcher que vos données personnelles ne soient déformées, endommagées, divulguées et que des tiers non autorisés y aient accès (cryptage des données; contrôle des accès...)
- La sensibilisation de nos salariés
- Le choix de prestataires présentant un haut niveau de garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des données

## 10. VOS DROITS

Dans les limites et conditions autorisées par la réglementation en vigueur, vous disposez :

- D'un droit d'accès à l'ensemble de vos données à caractère personnel.
- D'un droit de rectification des données à caractère personnel vous concernant qui sont inexacts. Vous avez le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées.
- D'un droit à l'effacement de données à caractère personnel vous concernant lorsque l'un des motifs suivant s'applique :
  - Les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
  - Vous retirez votre consentement sur lequel est fondé le traitement et il n'existe pas d'autres fondements juridiques au traitement ;
  - Vous vous opposez au traitement de vos données et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le poursuivre ;
  - Les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ;

- Les données personnelles doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'union ou par le droit français auquel l'établissement est soumis.
- D'un droit à la limitation des traitements de données à caractère personnel que nous opérons lorsque l'un des éléments suivants s'applique :
  - Vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel et ce pendant une durée nous permettant de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel ;
  - Le traitement est illicite et vous vous opposez à l'effacement des données et exigez à la place la limitation de leur utilisation ;
  - Nous n'avons plus besoin des données à caractère personnel aux fins de traitement mais celles-ci vous sont encore nécessaires pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice ;
  - Vous vous opposez au traitement de vos données pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par l'établissement prévalent sur les vôtres.
- D'un droit d'opposition au traitement de vos données à caractère personnel pour des raisons qui vous sont propres. Nous ne traiterons plus les données à caractère personnel à moins que nous démontrions qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- D'un droit d'opposition à tout moment au traitement de vos données à caractère personnel à des fins de prospection commerciale.
- D'un droit de recevoir les données à caractère personnel vous concernant que vous nous avez fournies, pour les traitements automatisés reposant sur votre consentement ou sur l'exécution d'un contrat, et demander la portabilité de ces données.

#### COMMENT EXERCER VOS DROITS

Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante :

CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON- Service « Protection des données personnelles » - 2 RUE VIALA BP 80212 84009 AVIGNON CEDEX 1

Afin de répondre au mieux à votre demande, un formulaire est disponible dans l'espace documentation du site internet de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon ( [www.cmavignon.com](http://www.cmavignon.com)). Vous pouvez également formuler votre demande sur papier libre ou si vous en disposez via la messagerie sécurisée dans votre espace personnel « banque à distance » en indiquant votre nom\*, prénom\*, e-mail, adresse postale\*, votre référence client et le droit\* que vous souhaitez exercer ainsi que toutes informations complémentaires utiles.

*\* Les données personnelles assorties d'un astérisque sont obligatoires. Si vous ne nous les communiquez pas, votre demande ne pourra pas être traitée.*

Le traitement de votre demande sera effectué dans un délai d'un mois à compter de sa réception par nos services. Toutefois, ce délai peut être prolongé de deux mois en cas de demande complexe. Si une telle situation vient à se produire, nous vous informerons des raisons de ce retard dans le délai initial d'un mois à compter de la réception de votre demande. Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, notre réponse vous parviendra dans les meilleurs délais uniquement par courrier postal à l'adresse que vous nous avez communiquée dans ce formulaire.

L'exercice de vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement, de vos droits à la limitation du traitement ou à la portabilité des données à caractère personnel s'effectue sans frais.

Lorsqu'une demande est manifestement infondée ou excessive, notamment en raison de son caractère répétitif, nous pourrions :

- Exiger le paiement de frais raisonnables tenant compte des coûts administratifs supportés pour fournir les informations, procéder aux communications ou prendre les mesures demandées
- Refuser de donner suite à cette demande

Si la réponse apportée par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon à votre demande vous paraît incomplète, vous pouvez adresser une réclamation à la Commission Nationale de l'information et de liberté (CNIL) afin qu'elle intervienne à l'appui de votre demande. Toutefois, il vous est recommandé, avant de saisir la CNIL, de nous demander préalablement de compléter notre réponse avec les données que vous considérez comme manquantes. En cas d'absence de réponse ou de réponse insatisfaisante, vous pouvez déposer une réclamation auprès de la CNIL soit par courrier, à l'adresse suivante : 3 place de Fontenoy TSA 80715 73334 PARIS CEDEX 07, soit en ligne sur leur site internet <https://www.cnil.fr> (joindre les justificatifs de vos démarches préalables).